



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr



**Dans ce numéro**

**DEFIS MONDIAUX : Ressources en eau**

- L'eau mondialisée : la gouvernance en question
- *Progress on Sanitation and Drinking Water*
- L'eau en Afrique : disponibilité et accès

**GÉOGRAPHIES : Égypte**

- Le développement local en Égypte : rencontres associatives dans un village
- L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Égypte
- Changements visibles ou invisibles : la question de l'émergence de l'économie égyptienne

**DÉBATS SUR L'AIDE**

- Le mythe du développement durable en Afrique noire
- *Economic Development in Africa 2010. South-South Cooperation: Africa and the New Forums of Development Partnerships*
- Cibler les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement ? Un bilan des expériences

**A NE PAS MANQUER**

- Les agences de notation
- Rapport 2010 sur les progrès en Afrique : passer à l'action, valoriser les ressources de l'Afrique pour le bénéfice des Africains
- La mer, menace ou espoir de développement pour Mayotte ?

**Agendas**

**Semaine mondiale de l'eau**

**Du 5 au 11 septembre 2010**

Organisée par le *Stockholm International Water Institute* (SIWI), la Semaine mondiale de l'eau fête cette année son 20<sup>ème</sup> anniversaire et est placée sous le signe de la qualité de l'eau.

L'objectif de cette manifestation est de faire progresser les recherches en matière d'eau, d'environnement, de santé, de développement humain et de réduction de la pauvreté. 2 000 participants sont attendus (scientifiques, économistes, politiques et acteurs de l'eau) afin de partager leurs expériences, de mettre en place des partenariats et de suivre la mise en œuvre des programmes internationaux liés à l'eau et à l'assainissement.

► **9-11 juillet 2010** : Forums mondiaux de l'OCDE sur les échanges, Paris, France

► **11-15 juillet 2010** : Conférence mondiale des transports, Lisbonne, Portugal

► **12 juillet 2010** : Lancement de la publication "Perspectives des migrations internationales", SOPEMI, Bruxelles, Belgique

► **18-23 juillet 2010** : 23<sup>ème</sup> Conférence internationale AIDS, UNAIDS, New York, États-Unis

► **19 juillet- 6 août 2010** : *Regional Course on Key Issues on the International Economic Agenda for economic in Transition*, CNUCED, Baku, Azerbaïdjan

► **21-23 juillet 2010** : Conférence de l'Amérique Latine, OCDE, Sao Paulo, Brésil.

► **21-24 juillet 2010** : 1<sup>ère</sup> Conférence FAO/Brésil sur les nanotechnologies dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, Brasilia, Brésil

► **21-24 juillet 2010** : Conférence internationale pour la conservation de la biodiversité des forêts tropicales transfrontalières, OIBT, UICN, Quito, Équateur

► **23-28 août 2010** : 23<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'Union internationale des instituts forestiers, Séoul, République de Corée

► **29 juillet 2010** : Conseil général de l'OMC, OMC, Genève, Suisse

► **6-8 septembre 2010** : 2<sup>ème</sup> Forum mondial sur l'investissement, CNUCED, Genève, Suisse

# Défis mondiaux

## Ressources en eau

### L'ouvrage

#### L'eau mondialisée : la gouvernance en question

SCHNEIER-MADANES, G, LA DECOUVERTE, 2010, 492 p.

#### Cote L4.007

Face à un secteur de l'eau traditionnellement fragmenté en de multiples thématiques rivales - réseau, ressource, service public, marchandise, bien collectif, droit à l'eau -, cet ouvrage, façonné au sein d'un véritable atelier pluridisciplinaire, le « réseau-ville » du CNRS, rassemblant des spécialistes venus des divers horizons des sciences humaines et sociales, entend contribuer à une indispensable « réunification ». Au fil d'exemples nationaux, régionaux ou locaux et sur quatre continents (Europe, Amérique latine, Afrique, Asie), se dessine avec force le fil conducteur qui rattache la gestion de l'eau au processus de la mondialisation. L'eau mondialisée apparaît comme un laboratoire global où s'élaborent des gouvernances aussi diverses qu'originales. Les modèles anciens sont bousculés par la dynamique des forces sociales : usagers, collectivités territoriales, ONG, technocraties nationales et internationales... Des expériences sont engagées, des conflits éclatent, des compromis se nouent, des pratiques reçoivent valeur juridique, des institutions sont mises en place : par-delà ce bouillonnement d'idées et d'initiatives se profile l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>ème</sup> siècle, à savoir la prise en charge collective d'un accès à l'eau du plus grand nombre.

### Le rapport web

#### Progress on Sanitation and Drinking Water

WORLD HEALTH ORGANIZATION, 2010, 60 p.

[http://whqlibdoc.who.int/publications/2010/9789241563956\\_eng\\_full\\_text.pdf](http://whqlibdoc.who.int/publications/2010/9789241563956_eng_full_text.pdf)

A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, en mars 2010, les Nations unies ont publié dans leur rapport annuel un bilan contrasté de l'amélioration de l'accès à l'eau douce à travers le monde. Les Objectifs du millénaire, qui prévoient une réduction de moitié du nombre de personnes privées d'équipements sanitaires entre 2000 et 2015, ne seront pas atteints. Si le rythme actuel se maintient, 2,7 milliards d'êtres humains en

seront toujours dépourvus d'ici à 2015. En revanche, ces objectifs seront dépassés pour l'accès à l'eau potable. En 2015, le nombre de personnes privées d'eau potable dans le monde devrait être réduit de moitié par rapport au chiffre de 2000. Néanmoins, 672 millions de personnes en seront toujours privées à cette date, une grande partie d'entre elles en Afrique sub-saharienne. La Chine et l'Inde sont les pays qui ont le plus progressé. Cependant, et ce partout dans le monde, les disparités entre villes et campagnes restent fortes : 84 % des êtres humains privés d'eau potable vivent en zone rurale.

### L'article

#### L'eau en Afrique : disponibilité et accès

BARON, C., FUTURIBLES, 2010, 33-56 p.

La consommation mondiale d'eau croît à un rythme effréné ; les prélèvements d'eau douce ont, en effet, triplé en 50 ans. Cette demande devrait encore fortement augmenter aux cours des prochaines décennies. Dès à présent, plus de 900 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à des ressources suffisantes en eau potable, dont 340 millions en Afrique subsaharienne. Se focalisant sur l'Afrique de l'Ouest, une région de plus de 290 millions d'habitants, l'auteur met en évidence, dans cet article, les problèmes de la disponibilité et de l'accès à l'eau. Elle analyse ensuite les impacts de la diffusion des différents modèles de gestion de l'eau, conçus au niveau mondial, qui se sont succédé depuis les années 1980. Puis, elle présente diverses expériences mises en place par les populations au niveau local. Elle souligne ainsi les enjeux fondamentaux de la gestion des ressources en eau dans cette région marquée par de fortes inégalités et la nécessité de la prise en compte des spécificités de chaque société lors de l'installation d'un dispositif, afin de favoriser son intégration dans les réalités locales.

# Géographies

## Égypte

### L'ouvrage

**Le développement local en Égypte : rencontres associatives dans un village**

YACOUB, M., L'HARMATTAN, 2009, 263 p.

#### Cote PEG.016

À qui profite le développement local ? Équitablement à tous les villageois ? Aux plus nécessiteux ? La réponse n'est pas si simple ! Les jeux de pouvoir et les intérêts des groupes sociaux et des différents organismes conditionnent les orientations et les décisions des associations chargées du développement. Ceci est illustré par le cas de deux associations de développement local très liées entre elles et présentées dans leur contexte, celui d'un village du sud de l'Égypte, la région la moins développée du pays. Deux types de configurations sociales ont été examinés. Le premier porte sur les configurations sociales internes au village et aux deux associations et comprend les interrelations sociales sur les plans du territoire, des familles, de l'économie, des relations entre hommes et femmes, de la religion et de la politique locale. Le deuxième type, les configurations sociales externes, permet d'étudier les interrelations et les tensions avec les différents partenaires des deux associations, qu'ils soient privés ou publics.

### Le rapport web

**L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Égypte**

ABD EL-FATTAH, M.-M., OPTIONS MÉDITERRANÉENNES, 2009, 95-104 p.

<http://portail2.reseau-concept.net/Upload/ciheam/fichiers/Egypte2008.pdf>

L'agriculture joue un rôle vital dans l'économie égyptienne, malgré la diminution de la part de l'agriculture dans le PIB. Elle représente 28 % de l'emploi total, 9,5 % des investissements totaux et deux tiers des

exportations de marchandises. Les exportations en général et les exportations agricoles en particulier sont perçues comme un "moteur de développement" dans la politique économique égyptienne dont la relance peut contribuer à résoudre les problèmes de déficit de la balance commerciale et de modernisation de l'économie. La politique agricole égyptienne vise à accroître la production des principales cultures en vue de répondre aux besoins alimentaires et industriels des marchés locaux et contribuer à réduire le déficit extérieur. Elle recherche également une expansion agricole horizontale des terres désertiques, et une rationalisation de la consommation d'eau.

### L'article

**Changements visibles ou invisibles : la question de l'émergence de l'économie égyptienne**

MOISSERON, J.-Y. / CLÉMENT, F. POLITIQUE AFRICAINE, KARTHALA, 2008, 106-125 p.

Les succès économiques récents enregistrés par l'Égypte sont-ils le signe d'une véritable émergence économique ? D'après les auteurs, la notion d'émergence, largement utilisée dans la littérature de l'économie de développement, paraît fructueuse pour répondre à cette question. Ils proposent un schéma explicatif en trois cercles et étudient la situation de l'économie égyptienne au regard de ces différents niveaux d'analyse. Ces trois cercles constituent ce qu'ils appellent le cercle vertueux de l'émergence. Enfin, les auteurs montrent que l'Égypte est loin de correspondre à ce schéma et que les succès récents s'expliquent par la très forte croissance conjoncturelle de ses rentes traditionnelles.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### Le mythe du développement durable en Afrique noire

AMOUZOU, E., L'HARMATTAN, 2010, 280 p.

Cote ZAF.104

Le développement durable retient depuis longtemps l'attention des organismes de développement et des chercheurs. Mais le triste constat que l'on peut faire sur le terrain, est que les populations continuent de subir une vie de plus en plus précaire. La plupart des projets initiés ici et là en Afrique noire ont échoué et n'ont pas permis aux populations de se soustraire à la misère matérielle. Les moyens de production agricole sont des plus rudimentaires et ne permettent pas d'agrandir les exploitations ni de dégager des surplus commercialisables. Ainsi donc, la politique du développement durable, longtemps prônée à grand renfort de publicité, semble être un leurre jusqu'à ce jour. En conséquence, les gouvernements africains se trouvent dans l'obligation de collaborer avec les organismes de développement pour dépasser le stade de la pure théorie et savoir orienter les actions de développement vers plus d'efficacité.

### Le rapport web

#### *Economic Development in Africa 2010. South-South Cooperation: Africa and the New Forums of Development Partnerships*

CNUCED, 2010, 128 p.

[http://www.unctad.org/en/docs/aldcafrica2010\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs/aldcafrica2010_en.pdf)

Dans ce rapport, la CNUCED estime que le développement des relations commerciales et financières entre l'Afrique et les autres pays en développement devrait permettre au continent de diversifier la production, d'acquiescer de la technologie et de développer les marchés régionaux. L'Afrique devrait adopter des mesures afin que ses relations économiques avec de grands pays en développement,

dont la Chine, l'Inde et le Brésil, débouchent sur une diversification de l'économie. Or, pour le moment, les échanges et les investissements avec le Sud ne font que renforcer le schéma traditionnel : les pays africains exportent des produits agricoles, des minéraux, des minerais et du pétrole brut, et importent des articles manufacturés. Cette tendance doit être inversée pendant que les relations Sud-Sud en sont encore à leurs débuts. Le rapport constate un accroissement notable du nombre et de la nature des accords de coopération Afrique-Sud depuis 2000. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est le plus connu et le plus complexe, mais d'autres institutions nouvelles lient l'Afrique à l'Inde, au Brésil, à la République de Corée et à la Turquie, entre autres partenaires.

### L'article

#### Cibler les politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement ?

##### Un bilan des expériences

PASQUIER-DOUMER, L. / LAVALLÉE, E. / OLIVIER, A. / ROBILLIARD, A.-S., REVUE D'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT, 2009, 46 p.

Dans un contexte de ressources budgétaires limitées et suite au constat que la croissance et l'aide publique au développement ne bénéficiaient pas forcément aux pauvres, la communauté internationale a eu recours à des outils spécifiques permettant d'atteindre en priorité les pauvres. Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté est l'un de ces outils. Cet article vise à dresser un bilan des expériences de ciblage menées dans les pays en développement. Il cherche pour cela à dégager les facteurs de réussite ou d'échec de ces expériences et fait le point sur les questions qui font toujours débat.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### Les agences de notation

GAILLARD, N., LA DECOUVERTE, 2010, 128 p.

#### Cote F2.281

Quel est le rôle des agences de notation sur les marchés de capitaux ? Comment sont attribuées les notations financières et selon quels critères ? Les agences sont-elles capables de prévoir les crises ? Quelle est leur responsabilité dans la crise financière de 2007-2008 ? Cet ouvrage répond à ces questions et montre que l'importance croissante des notations s'explique par leur intégration dans les réglementations financières et plus encore par le développement des marchés obligataires. Il examine également la façon dont les trois principales agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch) déterminent le risque de crédit des États, des collectivités locales, des entreprises, des banques et des produits structurés. Cette analyse souligne leurs difficultés récurrentes à anticiper les grands retournements de cycle, de la dépression des années 1930 à la débâcle des subprimes de 2007-2008. Les causes de cette dernière crise sont largement étudiées et révèlent en particulier que des conflits d'intérêts majeurs ont affecté la capacité des agences à noter objectivement et efficacement les obligations structurées.

## Le rapport web

### Rapport 2010 sur les progrès en Afrique : passer à l'action, valoriser les ressources de l'Afrique pour le bénéfice des Africains

AFRICA PROGRESS PANEL, 2010

<http://www.africaprogresspanel.org/FR/index.shtml>

Selon ce rapport, huit pays seulement ont atteint l'objectif consistant à affecter au moins 10 % de leur budget à l'agriculture, tandis que, dans leur grande majorité, les gouvernements africains ne consacrent pas plus de 4 % à ce secteur. Ces dernières années, seuls l'Éthiopie, la Gambie, le Mali, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda et le Sénégal ont dépassé le seuil d'une croissance agricole de 6 %. Beaucoup de ces pays n'ont pas atteint les objectifs de croissance et de

dépenses consignés dans le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, tel qu'il est présenté dans la Déclaration de Maputo de 2003 et qui a été adopté par seulement 18 pays africains. L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde où l'insécurité alimentaire est la plus grande, et la FAO estime que 265 millions de personnes y souffriront de sous alimentation.

## L'article

### La mer, menace ou espoir de développement pour Mayotte ?

BENSOUSSAN, O., LES CAHIERS D'OUTRE-MER, 2009, 26 p.

Mayotte, la plus australe des îles de l'archipel des Comores, au cœur du Canal du Mozambique, fait parler d'elle en général au sujet de l'immigration clandestine qu'elle suscite en provenance d'Anjouan. Pourtant, Mayotte vit au quotidien avec cette immigration : des hommes, des femmes, des enfants, voire des nourrissons, s'entassent jusqu'à quarante dans des embarcations de fortune. La mer est alors perçue comme une menace qui, ferait que Mayotte, majoritairement peuplée d'Anjouanais en situation irrégulière, ne serait plus mahoraise. Cependant, la richesse de l'environnement marin mahorais, site exceptionnel de reproduction des tortues, des baleines à bosse et autres mammifères marins, reste un levier puissant pour développer raisonnablement un tourisme durable.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : OMD
- GÉOGRAPHIE: Côte d'Ivoire

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'Iaurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Dov ZERAH

**Responsable de la rédaction :** Philippe CABIN

**Coordination :** Chantal SARALLIER

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

**Graphisme :** Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43